

Sylvie Brunel
11 janvier 2005

Merci à Médecins Sans Frontière !

Sylvie Brunel, ancienne Présidente d'Action Contre la Faim, est Professeur de Géographie à l'Université Montpellier III.

Face à la terrible tragédie qui endeuille l'Asie, la formidable solidarité planétaire qui s'est mise en branle au cours des derniers jours offre une vision pour une fois positive de la mondialisation. Comme si dans le village planétaire qu'est devenu le monde, chacun se sentait enfin concerné par les drames et les souffrances engendrés par les destructions du tsunami. Il serait même déplacé de se demander quel rôle le nombre de touristes occidentaux présents sur place et l'intérêt stratégique de l'Asie dans la nouvelle économie mondiale peuvent jouer dans cette surenchère de la compassion, dont n'ont jamais bénéficié les victimes quotidiennes du sida et du paludisme en Afrique, ou le milliard de personnes qui, dans le monde, n'ont toujours pas accès à l'eau potable. Tout se passe comme si le cœur avait peu à peu pris le pas sur la raison, comme si la générosité s'alimentait d'elle-même (alors qu'elle fut plutôt timide au moment où elle aurait été la plus urgente, dans les tous premiers jours qui ont suivi la catastrophe). Désormais, Etats, entreprises, ONG, particuliers, collectivités locales rivalisent dans la course aux dons, cravachés par des médias qui donnent le sentiment de s'alimenter et d'alimenter ce qui est en train de devenir une sorte d'hystérie collective de la générosité affichée.

Dans ce concert de bons sentiments, MSF vient de faire entendre une voix discordante en décidant de cesser de faire appel aux dons. Cette déclaration lui vaut l'opprobre collectif des autres ONG, toutes unies pour l'occasion. Pourtant, si une association est capable plus qu'une autre d'analyser très rapidement une situation de catastrophe naturelle et de mobiliser en un temps record les capacités logistiques et médicales pour y répondre efficacement, c'est bien MSF, qui depuis sa création en 1971 n'a cessé d'améliorer sa force de réaction rapide. Cette efficacité qui lui permet d'être presque toujours la première présente en cas de crise grave, lui a valu le prix Nobel de la Paix en 1999.

Bien sûr, les besoins des sinistrés restent considérables, en eau potable, en médicaments, en abris et en alimentation. Il n'empêche que comme chaque fois que trop d'aide déferle dans une région au drame trop médiatisé, un triple risque guette : celui du gaspillage, celui des détournements, celui de laisser de côté des populations et des territoires, moins accessibles, moins visibles, moins intéressants politiquement et économiquement pour les gouvernements. Les précédents ne manquent pas, qu'il s'agisse du Kurdistan en 1991, de la Somalie et de la Bosnie en 1992, de Goma en 1994, de l'ouragan Mitch en 1998 ou du Kosovo en 1999, pour ne citer que des exemples qui figurent toujours dans la mémoire collective.

Quand le président de MSF rappelle que le travail à effectuer sur place est circonscrit d'une part par les capacités opérationnelles réelles des ONG, d'autre part par les limites physiques en terme d'infrastructures, qui condamnent une partie de l'aide internationale à s'amonceler dans les ports et les aéroports sans pouvoir être distribuée, il ne fait que rappeler une vérité

dictée par l'expérience. Cette vérité, il faut l'admettre dès à présent. Trop d'agences d'aide profitent aujourd'hui de la fenêtre d'opportunité qui leur est ouverte par la couverture médiatique massive du drame pour accumuler des fonds. D'autant plus de fonds que l'argent public vient grossir les financements privés. Comment vont-elles utiliser cet argent ? Certaines ne sont même pas présentes sur place ! Affréter des avions, remplir les soutes de nourriture et de médicaments ont le mérite de satisfaire le donateur, qui constate ainsi la transformation tangible de son don en nature, et de faire travailler les entreprises nationales, qui peuvent ainsi profiter de l'occasion pour s'ouvrir de nouveaux marchés - ce n'est pas un hasard si les membres du gouvernement qui se précipitent en Asie égrènent à satiété la liste des généreuses entreprises partenaires. Mais cette action a deux graves inconvénients : elle sous-estime les capacités de reconstruction locales, particulièrement fortes dans cette partie du monde, et elle engorge un peu plus les structures locales, littéralement assommées par le déferlement de l'aide internationale.

Il faut se rendre à l'évidence : les sommes colossales collectées ne serviront qu'en partie aux sinistrés asiatiques. Si elles permettent de secourir des victimes oubliées dans d'autres parties du monde, au Darfour, en Tchétchénie ou ailleurs, si elles sont prudemment engrangées pour répondre aux besoins de reconstruction qui existeront toujours dans six mois, quand les sinistrés n'intéresseront plus personne, comme cela se passe en Iran aujourd'hui, il faut se féliciter de cet afflux de générosité dont bénéficient les ONG. Mais le besoin de transparence et d'évaluation de l'aide humanitaire se révèle plus que jamais nécessaire, à la mesure de l'engouement qu'elle suscite. La concurrence et les rivalités entre structures pour collecter des fonds et prendre pied sur place dans les « meilleurs » endroits en terme de visibilité et d'accessibilité ont déjà commencé leurs ravages. Coordonner l'aide, concerter les secours, contrôler leur affectation sont des nécessités absolues pour agir efficacement. C'est normalement le rôle des Nations Unies. Mais déjà les Etats rivalisent pour prendre pied dans des pays dont le fort potentiel économique est convoité. Mais déjà les ONG recommencent-elles à défendre farouchement leur indépendance et leurs chasse-gardée, tout en reconnaissant que, dans un cas comme celui-ci, la capacité logistique des militaires fait merveille pour rouvrir les routes dévastées et se frayer un chemin jusqu'aux populations les plus isolées.

L'indignation que suscite la décision de MSF n'est pas sans rappeler un précédent historique : il y a presque exactement vingt ans, l'association fut de la même façon clouée au pilori par ses consoeurs pour avoir eu le courage de dénoncer, seule, les détournements de l'aide internationale massive envoyée en Ethiopie, qui était utilisée par le gouvernement Mengistu pour financer de meurtriers déplacements forcés de population. Bien sûr, rien de tel aujourd'hui. Mais le désordre et l'improvisation là-bas, le pilonnage des appels aux dons ici sont en train de gâcher le magnifique effort de solidarité déployé. C'est l'expérience et la connaissance seules qui permettent d'agir au mieux de l'intérêt des victimes. Voici pourquoi il faut désormais faire prévaloir une logique rationnelle de concertation et de planification. Dans la trilogie bien connue des catastrophes, prévention avant - protection pendant -reconstruction après, les deux premières ont déjà failli. Ne ratons pas la troisième.

Sylvie Brunel
(avec l'aimable autorisation de Sylvie Brunel)